

Liban : quel état des lieux ?



Résumé :

- Déjà fortement affectée par une crise multiple (économique, sanitaire), l'économie libanaise a subi un nouveau contrecoup avec l'explosion au port de la capitale Beyrouth en août 2020 ;
- Sans réformes menées par les autorités, les aides financières et les dons tardent à arriver au Liban malgré l'urgence ;
- Dans un contexte de gel des avoirs bancaires, les envois de fonds des expatriés, dont dépend fortement l'économie, semblent se replier, un phénomène qui participerait à la précarisation de la population.
- La solvabilité du système bancaire libanais se dégrade et renforce la vulnérabilité du secteur, par ailleurs très exposé au risque souverain et à la dégradation de la qualité des portefeuilles de prêts.
- Un changement de système semble nécessaire et des politiques de type « stop & go » auraient des avantages pour sortir le Liban de la crise économique et retrouver un semblant de résilience.

Utilité de l'article : Cet article suit un premier article sur le site de BSI Economics datant d'avril 2020. La situation au Liban depuis 14 mois est exceptionnelle et attire l'attention du monde entier. L'objectif de cet article est surtout d'évaluer les répercussions de cette crise.

[A la suite d'un premier article en avril 2020 sur le Liban](#), la présente publication vise à examiner la crise économique au Liban et son impact, encore plus intense depuis la double explosion du port de Beyrouth du 4 août 2020.

Dans un premier temps, le financement de la restructuration du port sera abordé, avant une analyse plus spécifique des conséquences de la crise sur l'activité et sur le système bancaire

avant de proposer des pistes d'amélioration.

I. Financer la reconstruction du port de Beyrouth

I.1. Le port : un pilier de l'économie

Le 4 août 2020, la ville de Beyrouth a été frappée par une explosion si importante que des ondes de choc ont été ressenties à plus de 200 kilomètres, jusqu'à Chypre. Cette explosion de milliers de tonnes de nitrate d'ammonium dans un entrepôt du port a tué au moins 154 personnes, fait 5 000 blessés autres et a laissé environ 300 000 habitants sans abri.

Le port où l'explosion a eu lieu était l'un des plus performant de la région. En effet, en 2018 le Liban était classé 38e sur 171 pays en termes de performance maritime et 6ème au niveau régional. Près de 80 % des importations du Liban passaient par cette structure dont la destruction devrait donc avoir des conséquences profondes, surtout en termes de sécurité alimentaire mais aussi sanitaire (cf. Annexe en fin d'article).

Une catastrophe qui fragilise fortement l'économie libanaise, le port étant l'un des principaux moteurs de l'activité. Avant cette explosion, les importations de biens via le port s'étaient déjà repliées de 50,3 % en glissement annuel pour atteindre 6,13 milliards de USD en juillet 2020. Ce pays qui accuse un fort déficit courant et dont la production locale est fortement dépendante des importations, fait donc face à une source de fragilité supplémentaire. Quant aux revenus du port, ceux-ci n'auraient atteint que 61,6 millions de USD au cours des 6 premiers mois de l'année 2020, soit avant l'explosion, face à 108,1 millions de USD sur la même période de l'année précédente, donc un recul de 43,1 %.

À ce jour, il y a un manque de financement important pour la reconstruction du port et de ses environs, soulignant le fait que l'avenir du secteur dépend des plans d'action et des politiques du gouvernement dans les semaines à venir.

I.2. Les dons

Le premier geste international d'aide au Liban a été la téléconférence internationale des donateurs organisée par le Président français Emmanuel Macron qui a permis de collecter un total de 252,7 millions d'euros en aide d'urgence : médicaments et hôpitaux, écoles, nourriture et logement.

La France a contribué à hauteur de 30 millions d'euros (35 millions USD). A court terme, l'aide qui arrive au Liban est purement et directement destinée aux urgences humanitaires sans passer par le gouvernement où par des organismes relatifs à la classe politique. Cela afin d'éviter la corruption. Pour rappel le classement du Liban à Transparency International est 137^{ème}. Les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, le Canada et l'Australie, entre autres, ont indiqué qu'ils allaient directement à des groupes d'aide locaux de confiance, comme la Croix-Rouge libanaise ou les agences des Nations unies et non au gouvernement.

La Commission européenne a déclaré qu'elle donnerait 30 millions d'euros supplémentaires en plus des 33 millions d'euros déjà promis au pays. Cependant, tout comme le FMI, il n'y a malheureusement pas d'aide concrète encore fournie car celle-ci est conditionnée aux réformes dont la première est bien sûr la formation rapide d'un gouvernement. D'ailleurs, le FMI a été très strict en disant « pas d'argent sans changement » et a averti qu'aucun fonds pour la reconstruction de la capitale ne sera mis à disposition tant que les autorités libanaises ne s'engageront pas dans les réformes politiques et économiques notamment avoir un cadre budgétaire cohérent et une stratégie crédible pour réhabiliter le secteur bancaire.

Cependant, Le 21 octobre, le vice-président de la Banque mondiale pour la région MENA Farid Belhadj a révélé que la banque était prête à fournir un milliard USD pour soutenir l'économie libanaise et les projets les plus prioritaires, donc à voir.

Selon la dernière conférence du Président Macron concernant le Liban le 2 décembre 2020, Le chef d'Etat a confirmé que les promesses des donateurs de 9 août aient été tenues et même dépassées avec plus de 280 millions d'euros décaissés. Notamment 12 500 tonnes de farine ont été distribuées, soit 80 % des stocks détruits, 73 000 personnes ont reçu une aide pécuniaire, une vingtaine d'équipes médicales mobiles ont été déployées, 25 000 personnes ont bénéficié d'un abri, 90 écoles ont reçu des fournitures. C'est beaucoup mais ça ne suffit pas ».

I.3. Le RDNA

Immédiatement après l'explosion, la Banque mondiale en coopération avec les Nations unies et l'Union européenne a lancé une évaluation rapide des dommages et des besoins (RDNA) afin d'estimer l'impact sur la population, les biens matériels, les infrastructures et la prestation de services. Les trois secteurs les plus touchés étaient ceux du logement, transport et de la culture.

Les dommages étaient estimés entre 3,8 et 4,6 milliards USD (donc entre 7,6 et 9,2 % du PIB de l'année 2019), les pertes entre 5,8 et 7 % du PIB ; et les besoins prioritaires en matière de reconstruction entre 3,6 et 4 % du PIB de 2019.

Selon les estimations de l'*Institute of International Finance* en août 2020, le PIB pourrait chuter à 33 milliards de USD en 2020 par rapport à 52 milliards de USD en 2019 soit une contraction de l'activité économique entre -15 à -24 % en 2020.

II. L'Économie

II.1. La Pauvreté Extrême

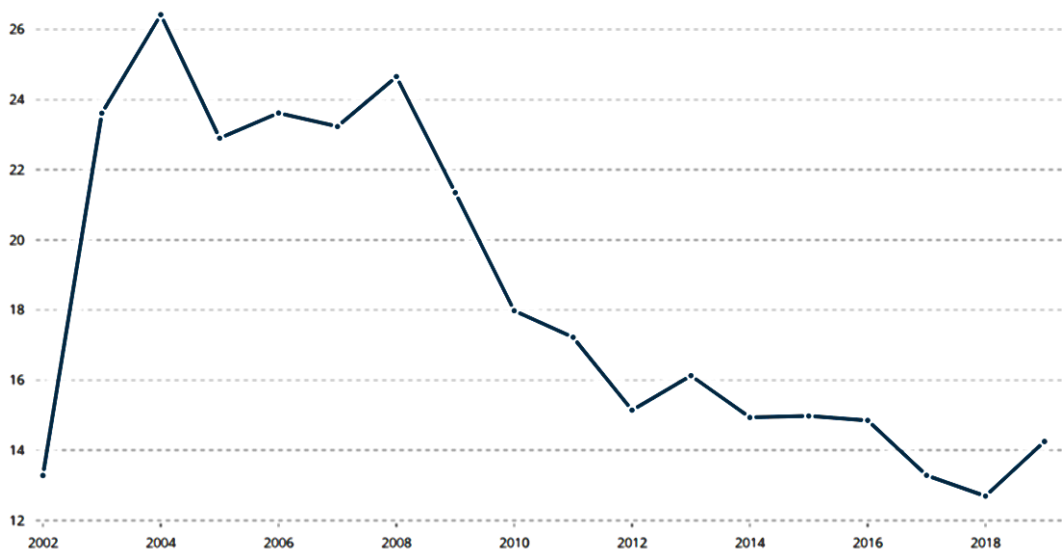
L'ESCWA a estimé à la suite de l'explosion que plus de 55 % de la population libanaise vit dans la pauvreté et se bat pour subvenir à ses nécessités de base, face à 28 % l'année dernière. Quant à la pauvreté extrême, elle a triplé, passant de 8 % en 2019 à près de 23 % en 2020 avec 2,7 millions de personnes considérées comme pauvres au Liban et donc gagnant moins de 14

USD par jour.

L'ESCWA souligne l'importance de la solidarité sociale actuellement au Liban ; sachant qu'en 2019, 70 % des richesses du pays (232,2 milliards de dollars) ont été détenues par les 10 % de la population les plus riches.

II.2. Les fonds des rapatriés

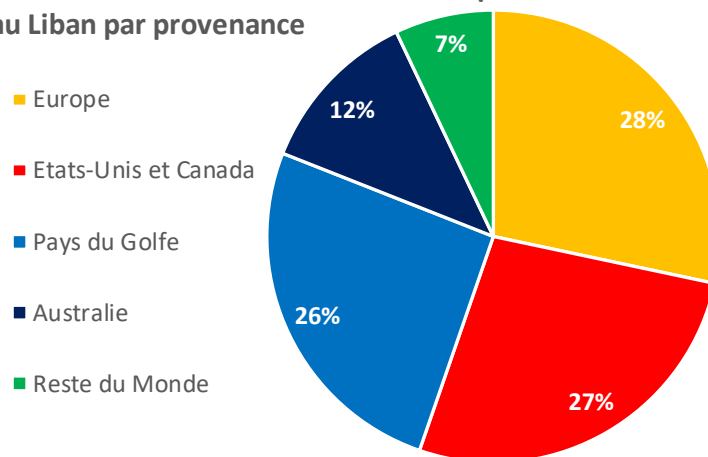
Le 13 octobre 2020, l'expert financier et économique Walid Abu Suleiman a simulé le besoin de l'économie Libanaise en envois de fonds des expatriés pour alimenter l'économie en dollar et ainsi freiner la chute de la livre libanaise (LBP) sur le marché parallèle.



Remittances as a % Lebanese GDP, source : World Bank Data

L'économie Libanaise a toujours été dépendante de ces flux. Ceux-ci ont atteint un pic de 26,4 % du PIB en 2004 selon le graphe ci-dessus, mais ont commencé à diminuer depuis 2008, en 2019, ils représentent 14,3 % du PIB. Comme le montre le diagramme ci-dessous, 28 % des envois de fonds des expatriés reçu par le Liban proviennent de l'Europe, 27% des Etats Unis et du Canada, et 26 % des pays du Golfe.

Flux entrants d'envois de fonds des expatriés au Liban par provenance



Sources : Bilateral Remittances 2017, World Bank

Selon le mécanisme récent, la BDL gèle les avoirs bancaires afin de disposer des réserves pour régler les importations de biens alimentaires en devises au taux de change officiel en vigueur. Donc les fonds transférés via le système bancaire par les expatriés à leurs proches au Liban font partie de ces avoirs gelés. Ceci a donc poussé les expatriés à envoyer des fonds non pas via les banques mais via autres méthodes notamment en espèces. Par ailleurs, les transferts à travers le système bancaire ou bien les transferts électroniques ont diminué de 70 % en Septembre 2020 pour atteindre uniquement 30 Mls USD par mois, comparés à 140 Mls USD par mois en moyenne précédemment.

II.3. Indicateurs Macroéconomiques

Le taux d'inflation au Liban a atteint un deuxième record en septembre, soit 131 % (avant de passer à près de 133 % en novembre, cf. tableau d'évolution de l'inflation à la fin de l'article).

Un autre secteur important de l'économie Libanaise s'est replié : le tourisme. Selon Global Blue, les dépenses totales des touristes au Liban ont chuté de 73 % en septembre 2020 par rapport à septembre 2019. Par ailleurs, selon EY, le taux d'occupation des hôtels 4 et 5 étoiles de Beyrouth a atteint son niveau le plus bas jamais enregistré, soit 13 % en août 2020, contre 72 % l'année précédente.

Selon un récent rapport monétaire de la Banque du Liban, la balance des paiements a enregistré un déficit cumulé de 9,61 milliards USD en septembre 2020, contre un déficit de 5,95 milliards USD l'année précédente. En effet, malgré la hausse des actifs nets étrangers de 2,35 milliards de USD au sein des banques commerciales libanaises, les actifs nets étrangers de la BDL ont diminué de 11,96 milliards de USD.

Selon le ministère des finances, le déficit budgétaire du Liban a diminué d'environ 13 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 2,09 milliards USD en juillet 2020. En effet, les recettes publiques ont diminué de 21 % en Juillet 2020 (5,49 milliards de USD) et les dépenses de 19 % (7,59 milliards de USD). A noter que le solde primaire, qui exclut la charge de la dette (liée au paiement des intérêts) a affiché un déficit de 706,84 millions USD en juillet, contre un

excédent de 577,22 millions USD en juillet 2019.

II.4. Le Système Bancaire

Selon le dernier rapport de l'Agence internationale S&P sur le secteur bancaire du Liban datant du 14 décembre 2020, celui-ci fait face à des pertes de 102,2 milliards de USD.

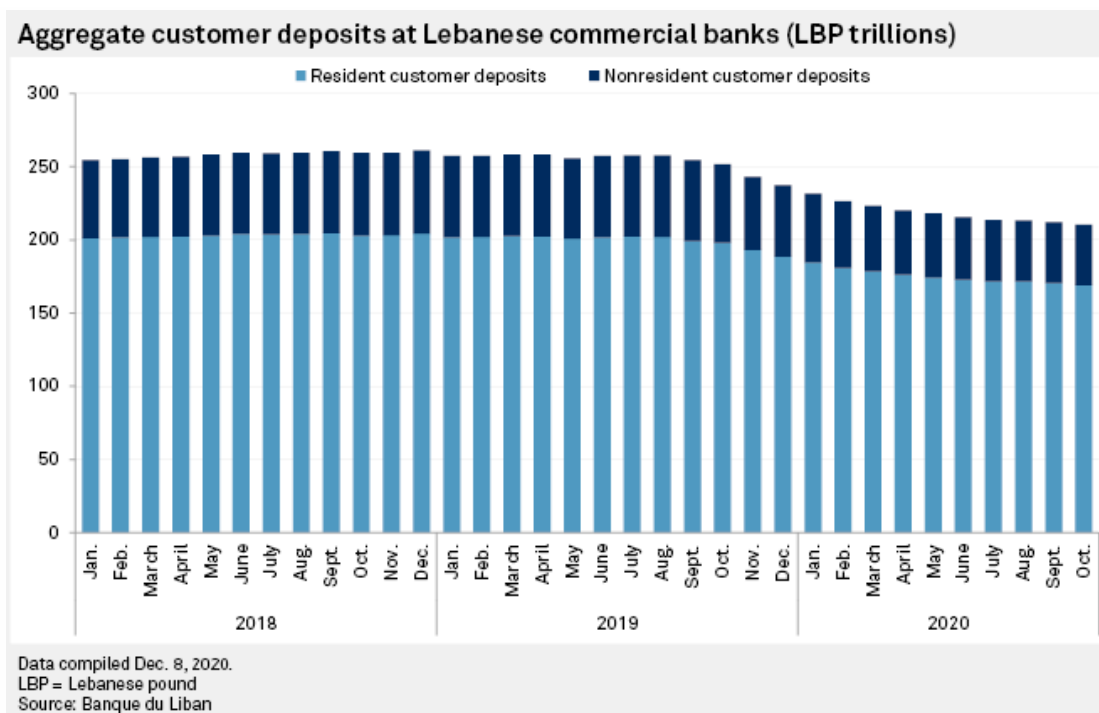
Les quatre grandes banques ont publié tardivement des déclarations de résultats - Audi, Byblos Bank, BLOM et la banque de Beyrouth. Les résultats suggèrent que le secteur bancaire libanais est insolvable. La Banque Audi a déclaré que son exposition à la dette souveraine libanaise était de 2,25 fois son capital Tier 1 (les capitaux propres réputés les plus solides). Au 30 juin 2020, elle détenait 2,2 milliards de dollars de bons du Trésor libellés en livres, plus 4,05 milliards de USD de certificats de dépôts de la banque centrale, dont la plupart libellés en devises.

La dette publique dépasse la moitié du bilan des banques, une décote de 80 % à 85 % sur cette dette serait donc catastrophique comme le confirme Khaled Abdel Majeed, directeur de SAM Capital Partners à Londres.

Le cours de l'action de Blom Bank a chuté de 84 % depuis le début de 2018 et celui de Bank Audi de 78 %. Les dépréciations semestrielles de Byblos Bank ont été multipliées par 28 pour atteindre 701,5 milliards de livres. Celles de Bank Audi ont plus que doublé pour atteindre 292,4 milliards de livres, tandis que 60 % de ses actifs financiers sont sous-performants ou dépréciés.

Les défauts de paiement des prêts aux particuliers et aux entreprises vont probablement augmenter, l'économie libanaise devant se contracter de 25 % en 2020, dans un contexte de forte inflation l'inflation (131 % en fin d'année). La plupart des prêts automobiles et immobiliers sont libellés en USD. La livre libanaise (LBP) a longtemps été indexée sur le dollar américain à 1507,5 LBP, mais le taux de change du marché parallèle a fini l'année à plus 8 000 LBP / USD depuis mi-novembre. Pour l'instant, les emprunteurs peuvent encore effectuer des remboursements en livres libanaises au taux de change officiel. Mais ce n'est pas durable. Si la monnaie est autorisée à flotter et à trouver son taux réel, il n'y a aucun moyen pour les gens de régler ces prêts en dollars. Les gens essaient de rembourser leurs prêts, mais leurs salaires ont un pouvoir d'achat en baisse constante.

Entre début 2019 et 30 juin 2020, le portefeuille de prêts combiné du secteur bancaire a diminué de 16,5 milliards de dollars, selon Bank Audi. Son propre ratio prêts / dépôts sur le marché intérieur a chuté jusqu'à 20 %, un "creux historique". Les banques ont également subi des baisses importantes de leur base de dépôts malgré les restrictions strictes des banques centrales en matière de retraits.



III. Résiliation Potentielle de l'économie Libanaise

Malgré la détérioration des conditions économiques et contrairement aux prévisions, l'économie libanaise a affiché une certaine forme de résilience pendant de nombreuses années. Par exemple, au cours de la période 2007-2012, le ratio dette/PIB est passé d'un sommet de 183 % à 131 %, tandis que le PIB réel a enregistré une moyenne de 6,7 % sur la période 2007-2012 ; et le déficit commercial s'est redressé, passant de 43 % à 31 % du PIB. Ces progrès indiquaient qu'un rebond de l'activité économique était permis et que sans un contexte politique fortement défavorable, tant au niveau intérieur qu'extérieur, la dette publique et le déficit budgétaire du Liban auraient potentiellement pu être maintenus à un niveau plus soutenable. Cependant, le manque de discipline budgétaire est principalement attribué à la composition de la base des créanciers. Celle-ci étant composée principalement de prêteurs résidents, a été l'occasion pour le gouvernement de « prendre en charge » la gestion de cette dette, sans grande transparence et sans intervention ni supervision extérieure.

Comme le souligne l'économiste Kassim Dakhllallah de l'Economic Research Forum dans un article récent, une politique fiscale procyclique sous forme d'augmentation des impôts ou de réduction des salaires aura des conséquences dévastatrices pour l'économie libanaise dans sa situation actuelle. En effet, les politiques budgétaires procycliques, c'est-à-dire les politiques expansionnistes en période d'expansion et de contraction en période de récession, sont généralement considérées comme dommageables pour le bien-être de la société. En effet, elles augmentent la volatilité macroéconomique, réduisent l'investissement dans le capital réel et humain, entravent la croissance et nuisent aux pauvres (Serven, 1998).

Une solution proposée pour contrer la contracyclité est le déclenchement des stabilisateurs

automatiques. Pour rappel, les stabilisateurs automatiques sont un type de politique budgétaire conçu pour compenser les fluctuations de l'activité économique d'une nation par leur fonctionnement normal sans autorisation supplémentaire et opportune du gouvernement ou des décideurs politiques. Ces stabilisateurs sont en principe contracycliques et ont le potentiel de décélérer le déficit budgétaire et donc de favoriser un excédent budgétaire à terme. Par exemple, le solde public primaire du Liban a enregistré un excédent de 1,8 trillion de livres au cours de l'année fiscale 2014, les stabilisateurs automatiques ont amélioré le solde de 5,5 % et réduit le déficit de 3,9 % du PIB.

Par ailleurs, les programmes de protection sociale sont absolument nécessaires pour stabiliser l'économie, en particulier en présence de Covid-19. L'assurance-chômage, la réduction des impôts et l'indemnisation des employés des secteurs public et privé sont nécessaires pour lutter contre la récession et réduire les troubles sociaux. Effectivement, cette situation entraînera encore une dégradation du solde budgétaire ce qui n'est pas l'objectif bien sûr. En revanche, ce transfert de revenus de l'État au profit des ménages et des entreprises compensera mécaniquement les effets négatifs du ralentissement économique. Les agents percevront en effet des revenus supplémentaires dont une partie viendra alimenter la consommation et l'investissement et stimulera la création d'emplois. En effet, étant donné que le budget continue à être en déficit, un meilleur usage des dépenses, financer des activités productives serait nécessaire et efficace.

Conclusion

Pour finir, Le Liban connaît une crise extrêmement profonde et la priorité est de maintenir les réserves en dollar de la banque pour importer des produits de première nécessité. Également, le contrôle des capitaux devrait être ajusté car le départ des capitaux exercerait une plus grande pression à la baisse sur la livre libanaise.

Un plan de relance devrait être mis en place pour soutenir les petites et moyennes entreprises afin d'encourager les exportations, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de la petite manufacture.

Marianne NABHA

Références

<https://libnanews.com/>

<http://www.cas.gov.lb/index.php>

<https://aawsat.com/>

<https://www.bloomberg.com/>

<https://www.arabianbusiness.com/>

<https://blog.blominvestbank.com/>

<https://theforum.erf.org.eg/>

<https://www.worldbank.org/en/country/lebanon/publication/beirut-rapid-damage-and-needs-assessment-rdna---august-2020>

<https://www.elnashra.com/>

<https://unsplash.com/s/photos/beirut-explosion>

<https://www.lorientlejour.com/>

S&P

ESCWA

ANNEXE

Pénurie de médicaments

Depuis des mois, le Liban connaît une crise de pénurie de médicaments notamment ceux destinés aux maladies chroniques et aux maladies nerveuses. Le Liban a récemment été mis en échec par la contrebande de médicaments à l'étranger. Le ministère de la santé a également fermé un certain nombre de pharmacies et poursuivi les entrepôts stockant des médicaments afin de les faire passer en contrebande ou de les vendre à double prix.

Ce qui est intéressant, c'est que ces médicaments sont bon marché, ce qui signifie qu'ils sont plus faciles que d'autres à obtenir pour les sociétés importatrices. Si la raison de leur perte est la difficulté à obtenir des USD, il est nécessaire pour les importateurs de donner la priorité à un médicament au détriment d'un autre. La perte de ces médicaments, en particulier, a incité certains médecins et observateurs à parler d'un arrêt intentionnel de certains importateurs de les importer, parce qu'ils sont bon marché ; c'est-à-dire qu'ils ne sont pas rentables pour les commerçants.

Le chef du syndicat des pharmaciens a indiqué plusieurs raisons pour l'interruption des médicaments : a) le retard dans l'approbation des crédits par la Banque centrale ; b) la rareté du dollar ; c) le désir des citoyens ces derniers mois de stocker des médicaments par crainte de la suppression des subventions ; d) la contrebande a alimenté le fait que le prix des médicaments au Liban, qui sont vendus en livres libanaises, est devenu le moins cher de la région, après que la livre ait perdu plus de 70 % de sa valeur par rapport au dollar.

CPI INFLATION RATE	OCT 2019-JAN 2020	JAN-MARS 2020	MARS-JUIN 2020	JUIN-AOUT 2020	JAN-AOUT 2020
ALIMENTS ET BOISSONS NON ALCOLISEES	17.5%	21.2%	141.9%	33.9%	292.8%
BOISSONS SPIRITUELLES ET TABAC	30.0%	9.4%	143.0%	51.5%	302.9%
VETEMENTS	-1.7%	NA	NA	4.8%	342.5%
LOGEMENT POUR EAU,GAZ, ELECTRICITE ET AUTRES	2.7%	-0.6%	1.0%	8.2%	8.6%
LOCATION	1.0%	4.1%	2.0%	1.1%	7.3%
LOCATION ANCIENNE	0.4%	6.7%	2.5%	2.5%	12.1%
LOCATION NEUVE	1.4%	2.2%	1.6%	0.2%	4.0%
VALEURE LOCATIVE POUR LES PROPRIETAIRES	1.2%	1.9%	1.4%	0.4%	3.8%
EAU, GAZ, ELECTRICITE, AUTRE COMBUSTIBLE	4.9%	-4.6%	0.2%	20.0%	14.7%
EQUIPEMENT ET ENTRETIEN MENAGER	18.0%	NA	NA	49.7%	535.7%
SANTE	-0.2%	0.5%	8.0%	6.6%	15.7%
TRANSPORT	9.7%	12.7%	50.0%	10.6%	87.0%
TELECOM	2.9%	13.8%	55.9%	3.6%	83.7%
LOISIRS ET CULTURE	6.2%	5.2%	106.5%	9.1%	137.1%
EDUCATION	0.0%	0.1%	0.4%	0.0%	0.4%
RESTAURATION ET HOTELS	3.9%	NA	NA	37.2%	483.8%

Damage, Losses, and Public Sector Needs by Sector (in US\$ million)

Sector	Damages		Losses		Total Needs	
	Low	High	Low	High	Low	High
Productive and Financial Sectors						
Commerce and Industry	105	125	285	345	165	295
Tourism	170	205	190	235	170	210
Financial	10	15			35	45
Productive and Financial Sectors Total	285	345	475	580	370	460
Social Sectors						
Social Protection					35	40
Housing	1,875	2,290	945	1,155	220	265
Education	15	20	70	85		10
Cultural Heritage	1,010	1,235	400	490	250	310
Health	95	115	200	245	65	80
Social Sectors Total	2,995	3,660	1,615	1,975	570	705
Infrastructure Sectors						
Water and Sanitation	40	45	—	5	45	60
Energy	40	50	55	70	55	70
Transport	280	345	580	710	425	520
Municipal Services	30	35	75	90	40	50
Infrastructure Sectors Total	390	475	710	875	565	700
Cross-Cutting Sectors						
Governance	65	80	65	80	180	215
Environment	20	25	—	—	75	100
Social					25	35
Cross-Cutting Sectors Total	85	105	65	80	280	250
Grand Total	3,755	4,585	2,865	3,510	1,785	2,215